Lemaître, Pierre Jacques

Case FRC 21147

LETTRE

D'UN

VRAI PATRIOTE,*

A M. CRETHIEN DE LAMOIGNON, Garde des Sceaux de France.

MONSIEUR,

MOLIERE a dit : *pour être dévot, l'on n'en eſt pas moins homme ;* je croirois assez volontiers que, pour être Miniſtre, même celui de la juſtice, on ne l'eſt qu'un peu plus : vous pouvez donc avoir mal vu. Vous voulez le bien ; ſi ce n'eſt le bien public, c'eſt au moins le vôtre. Je crois que vous ne

* M. le Maître, Secrétaire du bureau des finances, qui vient d'être renfermé à la Baſtille.

pouvez nier que c'eſt l'un des deux : hé bien, j'entreprends de vous prouver que, dans votre nouveau plan, vous manquez votre but des deux côtés. Je ſais bien qu'en général, l'on ne vous prouve rien : vous n'êtes pas le ſeul ; une claſſe nombreuſe d'hommes éprouve ce malheur, car c'en eſt un : je laiſſe à votre ſageſſe à les nommer. Venons au fait. *Premier but;* LE BIEN PUBLIC.

La Nation Françaiſe eſt généreuſe & brave, mais elle eſt légère : elle eſt capable de conquérir l'univers, parce que chaque individu eſt plein d'amour-propre ; & que le moindre ſoldat, quand on ſe donne la peine de réveiller en lui ce ſentiment vraiment national, oublie que ſa vie eſt en danger. C'eſt à la vivacité Françaiſe & à ſa légéreté, qui ne lui laiſſent voir qui la frappe dans le moment, que cet héroïſme eſt dû. J'en conviendrai ; mais il eſt utile : il faut donc le conſerver.

Le même amour-propre, le même amour de la gloire exiſte dans la Magiſtrature ; & l'héroïſme, dans cet état, eſt fort au-deſſus de celui d'un héros guerrier : c'eſt une vertu

froide & réfléchie ; c'eſt une ame forte, qui n'emprunte aucun ſecours du phyſique de l'homme. Vous avez éprouvé, MONSIEUR, en 1771, que cet amour de la gloire ſe trouve dans un Magiſtrat : ſe peut-il, ſoit dit en paſſant, que la différence d'une ſimarre à une robe ait fait en vous ce changement? Mais laiſſons là cet accident fâcheux pour vous & pour nous : je ne veux point vous dire d'injures ; ce ne ſont point des raiſons. Revenons à votre *premier but ;* LE BIEN PUBLIC. Les Français ſont nés avec le beſoin d'aimer ; voilà ce qui a fait de nous, je crois, une Monarchie : la vivacité naturelle les a portés à préférer d'aimer un Roi, qu'ils voient tous les jours, à n'avoir que l'amour de la patrie, qui eſt un amour plus réfléchi, & qui auroit fait de nous une République.

N'eſt-il pas vrai, MONSIEUR, d'après l'apperçu que je viens de vous donner du caractère national, qu'un Miniſtre doit chercher à conſerver dans chaque individu l'amour de ſon Roi, & l'amour de la gloire ? que, ſi le Français perd ces deux ſentimens;

que l'égoïſme leur ſuccède, il ne lui reſtera que ſa légéreté : & qu'en peu de temps, la pareſſe viendra mettre le comble à ſa deſtruction ? Ceci n'eſt pas exagéré. Les nations voiſines n'ont pas le même danger à craindre: le travail en tout genre y eſt le fruit de la réflexion. En Angleterre, c'eſt le patriotiſme de l'ambition nationale ; ſentiment qui avoit fait des anciens Romains des Héros: en Allemagne, c'eſt la réflexion ſeule, le ſoin de ſa conſervation & celle de ſes enfans: chez nous, c'eſt l'amour de la gloire qui fait en général les grands Artiſtes, les grands Commerçans, les grands Négocians ; &, dans les claſſes inférieures, c'eſt l'envie de briller, le goût du luxe, qui animent l'Ouvrier mercénaire, & le fait travailler, dans l'eſpoir d'un vêtement neuf pour le Dimanche, ou d'un dîner meilleur.

Voyons, MONSIEUR, ſi vos moyens ſont propres à faire adorer le Roi par ſes Sujets, & à ranimer en eux cet amour de la gloire, qui les rend capables de tout.

Si, au contraire, ils ſont faits pour humilier la Nation ; décourager la Magiſtrature ;

éloigner le Peuple de ſon Roi : vous méritez punition. Convenez-en.

Le Miniſtre des Finances cherche à couvrir le déficit par des impôts ou des emprunts : c'eſt à vous, Miniſtre de la Juſtice, ancien Magiſtrat, à préparer les voies, pour que l'enrégiſtrement ait lieu. Je ſuis bon homme, je veux croire que l'Édit du Timbre ne vous avoit pas été communiqué aſſez tôt pour que vous puſſiez le repouſſer ; mais, pour le faire paſſer, vous débutez par laiſſer refuſer au Parlement (ſeul Corps qui, en l'abſence de la Nation, a le droit de la vérification) les Etats, qu'il demandoit pour connoître, du moins à-peu-près, la vérité du déficit. Vous lui laiſſez refuſer auſſi les éclairciſſemens qu'il ſollicitoit, avec raiſon, ſur les Aſſemblées Provinciales. Les remercîmens qu'il faiſoit au Roi, de ce bienfait, prouvoient aſſez cependant combien il étoit éloigné de les craindre. Qu'arrive-t-il de cette conduite ? Que vous faites entendre à cette Cour auguſte, que le Roi ſe défie de la pureté de ſes vues ; & au Roi lui-même, qu'il doit ſe défier de ſon Parlement.

Pouvez-vous ignorer que jamais le Parlement ne peut être contraire aux vrais intérêts du Roi, de qui il tient tout ? que la gloire du Roi, que le bonheur des Peuples, assurent son pouvoir ? La gloire du Roi, en ce que c'est de lui qu'ils tiennent le droit de vérifier les Loix ; & le bonheur du Peuple, en ce qu'ils sont ses défenseurs, & les dispensateurs de ces mêmes Loix.

Ne concluez pas de cela, que, si le Parlement tient tout du Roi, celui qui lui a tout donné peut tout lui ôter ; la réponse seroit courte : le Despote peut tout ; le Monarque ne peut que selon les Loix & les engagemens jurés à la Nation.

Vous connoissiez cette réponse incontestable, en 1771 ; vous sentiez que le devoir du Ministre étoit d'inspirer au Roi une juste confiance dans son Parlement, & conserver au Parlement la confiance qu'il doit avoir en la justice du Roi ; & votre sagesse vous a indiqué, pour tout concilier, de détruire deux points fondamentaux d'une sage administration ! Deviez-vous réussir ? Sans la maudite *simarre*, j'aime à croire que vous diriez, Non.

Second Moyen.

Le Roi retire deux impôts désastreux ; il présente un emprunt énorme : vous ne pouvez ignorer qu'un emprunt réussit bien ou mal, selon le degré de confiance publique.

Vous savez aussi que la vérification libre du Corps représentant provisoirement la Nation, peut seule inspirer cette confiance aux Etrangers, & même aux Nationaux : voici le coup de maître; vous déterminez le Roi à venir à Paris; vous lui faites tenir une *séance* que vous nommez *royale;* (les noms ne vous coûtent rien) il demande les avis, il ne les compte point : le sien, ou malheureusement, plutôt le vôtre, mais prononcé par lui, doit faire la loi. Grand moyen de confiance ! Il est vrai que, pour la rendre plus complète, instruit par vos vils espions, que deux Magistrats ont opiné fortement sur l'illégalité de cette séance, ils sont enlevés avec éclat, le lendemain, & conduits dans des prisons faites pour les fripons que l'on veut soustraire à leurs Juges naturels; &, pour aimer un peu plus le Peuple, le premier Prince du Sang est exilé, pour

avoir repréſenté au Roi, qu'au moins il devoit permettre que l'on mît ſur les Regiſtres, *de l'exprès commandement de SA MAJESTÉ.* Si vous euſſiez voulu faire manquer l'emprunt, vous n'auriez pas, avec vos deux honnêtes Conſeillers (1), trouvé ce moyen, qui eſt cependant le meilleur; & l'on ne peut leur nier, ſans être injuſte, ni leur envie de nuire, ni leur aſſiduité à y travailler.

Troiſième Moyen.

Cet emprunt, malgré les ſages précautions que vous avoient ſuggéré vos conſeils pour aſſurer la confiance des prêteurs, n'a pas réuſſi, dit-on : voilà le moment où il vous a fallu déployer les reſſources du génie; & c'eſt alors que vous vous êtes trompé groſſièrement. Je conviens avec vous, MON-

(1) Le ſieur Blondel, Avocat d'un mérite commun, devenu parjure en trahiſſant ſon ſerment & les devoirs de ſa noble profeſſion.

L'Abbé Maury, d'abord Jéſuite, puis eſpion voué à la misère la plus profonde, hypocrite, faux, & parvenu, ſous ce maſque trompeur, à ſe monter une fortune de plus de 30,000 livres de rente; Prêcheur adroit, & actuellement Confeſſeur & conſeil intime de M. de Lamoignon.

SIEUR, que votre poſition devenoit difficile: ſi vous n'euſſiez eu, comme le Parlement, que le bien de la Nation en vue, vous euſſiez fait comme lui; vous euſſiez demandé avec chaleur les États-Généraux : Si vous n'euſſiez même eu que la gloire de votre Maître à ſoutenir, vous euſſiez encore pris ce parti; il aſſuroit au Roi l'amour de ſes Sujets, il le couvroit de gloire aux yeux des nations voiſines. Il eſt convenu lui-même, à la Séance Royale, qu'*il ne ſeroit jamais plus grand, qu'au milieu de la Nation aſſemblée.* En effet, c'eſt de ce beau moment que nos rivaux verront l'étendue des reſſources d'un Roi de France qui demande du ſecours à des Français; ils jugeront de l'idolâtrie que nous avons toujours eue pour les Rois qui nous gouvernent ſelon les Loix; & redouteront de les forcer à employer tous leurs moyens.

Mais, il faut en convenir, vos ennemis même ſeront forcés de l'avouer : qui vous aſſuroit que votre pouvoir, premier bien d'un Miniſtre, n'auroit pas reçu quelqu'atteinte? L'opinion publique, qui vous eût admiré, avec raiſon, pouvoit bien valoir

quelque chofe : mais ce que l'on peut fe donner de réel en efpèces ayant cours, & le mal qu'on peut faire à l'aide du pouvoir abfolu, pefoit fortement dans la balance : auffi eft-elle tombée de vos auguftes mains ; le defpotifme l'a emporté ; vous avez oublié votre ferment, l'honneur de votre nom, celui de vos enfans. Je ne puis trouver cela honnête, je l'avoue. Mais paffons.

Comment l'avez-vous employé ce defpotifme ? de la manière la plus mal-adroite ; &, fi des troubles affreux ne s'enfuivent pas, nous ne le devons qu'à la perfuafion où la Nation fe plaît à demeurer, que, fi le Roi pouvoit fe paffer de Miniftre, tout iroit bien.

Vous faites ce qui jamais n'a été fait : vous enlevez dans le Temple de la Juftice, deux Magiftrats, & vous produifez, le furlendemain, pour juftifier votre conduite, des Édits où, en déclarant la Magiftrature inamovible, vous fupprimez & deftituez les Membres de trois Chambres; vous annoncez un changement dans le reffort du Parlement de Paris ; vous établiffez à cet effet des Grands-Bailliages, des Préfidiaux : rien de tout cela n'eft mûri, ni ne peut l'être ; rien

de tout cela n'a reçu la ſanction de la Nation, qui ſeule peut changer ce qu'elle a autoriſé : &, par une ſuite de votre adreſſe, vous voulez établir une Cour Plénière, dont la formation annonce l'uſage que vous en voulez faire, & le parti que vous eſpérez en tirer. Voilà, MONSIEUR, votre dernier moyen *pour le bonheur des Peuples & l'ordre du Royaume* : ce ſont les propres mots que vous avez oſé faire dire au Roi ; mots bien faits pour ſon cœur, mais bien contraires aux Édits qu'il faiſoit enrégiſtrer.

Permettez-moi une réflexion pour finir cet article de vos vues pour le bien public.

Le grand argument eſt : *le Roi ne doit pas reculer.* Eh! MONSIEUR, dites le mot propre: le Roi ne recule jamais ; il ſe trompe, parce qu'il eſt homme ; les Miniſtres le trompent, parce qu'ils le ſont comme lui : bénis ſoient ceux qui le trompent, parce qu'ils le ſont eux-mêmes !

Malgré mon amitié pour vous, je ne puis vous cacher que vous n'êtes point de ceux-là. Le Roi ne recule point ; ce n'eſt point reculer, que de dire : *Je reviens d'une erreur d'autant plus involontaire, que je ne puis*

vérifier tout par moi-même. C'eſt déployer aux yeux de ſes Sujets, des vertus vraiment royales; ce feroit un moyen, vis-à-vis d'une Nation indifférente pour ſes Maîtres, de la pénétrer de reſpect & d'admiration ; &, par-là, d'aſſurer à jamais ſa puiſſance. Le ſeul deſpotiſme que puiſſent ſouffrir des Français, eſt celui de l'amour pour leur Roi, qui leur rend tout poſſible pour lui; c'étoit celui de Louis XII, du grand Henri, noms ſacrés que tout Français ne peut prononcer ſans s'attendrir : il peut être encore celui de Louis XVI. S'il veut, ce moment remet la Nation dans toute ſon énergie, lui conſacre à jamais l'amour de ſes Sujets, le rend l'arbitre de l'Europe : mais ce moment s'échappe, s'il perd un inſtant. C'eſt un Sujet fidelle qui ſent le beſoin d'aimer ſon Roi, qui le dit : il peut tout réparer, & de l'inſtant de notre chute en tirer le moment de gloire le plus brillant où jamais Empire ſe ſoit trouvé.

Qu'il avoue, avec la franchiſe que l'on ſait être dans le fond de son caractère, qu'il a été trompé ; qu'il convoque ſur le champ la Nation : ce ſont ſes enfans,

qu'en peut-il craindre ? Qu'il consomme avec eux les changemens que sa sagesse lui indiquera être nécessaires pour l'ordre de son Royaume : il verra le calme renaître dans son ame ; il verra qu'il est le plus heureux des Rois, parce qu'il règne sur des Sujets fidèles, qui, loin de lui faire acheter, comme nos voisins, leurs suffrages pour l'exécution de ses désirs, auront besoin que sa sagesse ne leur permette pas des dons qui leur seroient bien doux à faire, mais qui seroient dangereux pour le bien de l'Etat, à qui il doit ménager des ressources.

Venons, MONSIEUR, à votre *second but*, VOTRE BIEN PERSONNEL : vous l'avez manqué ; l'avidité vous a déçu, c'est-à-dire, votre péché mignon : cela n'est pas bien.

Il est clair que toute cette besogne mal-digérée ne peut subsister : la ruse, les Agens de la Police, qui cherchent à détourner les yeux du peuple de la vérité du danger qu'il court ; tout cela, petits moyens. Ce qui est mal bâti, tombe plutôt ou plus tard.

Vous tomberez avec votre plan, & de

la chute la plus lourde. Si vous étiez sûr de mourir avant, votre Confeſſeur *Maury* vous raſſureroit ſur l'avenir : mais ſi le haſard vous deſtine à vivre, la pénitence en ce monde ſera ſévère, & le coquin ne vous en ſauvera pas, je vous en avertis. Vous direz à cela : mon cuiſinier me reſtera; c'eſt une reſſource pour un homme nul, il faut l'avouer, & peut-être étoit-ce là votre vrai lot. Le ſort s'amuſe par fois à placer les hommes d'une manière bizarre ; mais enfin, ſi vous euſſiez examiné votre poſition avant ce funeſte ouvrage, vous auriez pu dire : je ſuis riche & pareſſeux ; j'aime mon plaiſir ; j'ai de la morgue, plutôt que de l'ambition ; car je n'ai pas l'étoffe néceſſaire pour être ambitieux. Le bonheur, qui ne m'abandonna jamais, m'a donné une place qui remplit tous mes vœux, une grande dignité, peu de travail (vu le nombre d'aides) qui me met à portée, ſans y mettre rien du mien, de me faire un nom célèbre, & qui fera le bonheur de mes enfans. Que faut-il faire ? la conſerver. Le Parlement vient de demander les Etats-Généraux ; uniſſons-nous à lui, ſoutenons

l'honneur de ce Corps, dont je ſuis le chef; & d'homme médiocre que j'étois, je deviens un grand homme ſans m'en douter, & même ſans que l'on me devine, pourvu que je parle peu. Cette poſition étoit douce, convenez-en, MONSIEUR. Qui n'a plus qu'un moment à vivre, n'a plus rien à diſſimuler; que mon amitié vous éclaire : encore un mot, & je finis. Si cette convocation de la nation qui vous couvroit de gloire, ſans vous être ſeulement donné la peine de la propoſer, n'avoit pas trouvé grace devant les autres Miniſtres du Conſeil, & que vous euſſiez été forcé à vous retirer, l'opinion publique, votre fortune, vous aſſuroient des jours heureux, &, en fermant les yeux, vous laiſſiez à vos enfans un nom cher à la France, & qui pouvoit les mener à tout.

Le langage de l'amitié eſt quelquefois ſévère; vous n'avez pas tant d'amis, croyez-moi : paſſez-leur quelque choſe en faveur de la vérité; pardonnez-moi quelques mauvaiſes plaiſanteries, par-ci, par-là : c'eſt la vengeance des Français, vengeance bien douce, & qui tient à leur légéreté. Les

782

Miniſtres doivent ſe féliciter qu'ils n'en emploient pas d'autres.

Après vous avoir dit des vérités un peu dures, je veux vous ouvrir un moyen de vous ſauver une chute affreuſe.

Ayez le courage d'avouer au Roi, que vous l'avez trompé dans le choix des moyens, que votre zèle pour le maintien de ſon autorité vous a égaré, &c. Les lieux-communs ne vous manqueront pas : vos deux ſoutiens les ont à la main.

Ouvrez-lui l'avis que ſa ſageſſe, ſa loyauté lui donnera ſans vous, ſi vous ne le prévenez : vous aurez tout réparé. Et ſi ſa juſtice vous punit en vous diſgraciant, vous aurez au moins la gloire d'avoir avoué vos torts. La Nation franche & douce vous en ſaura gré ; il pourra au moins vous reſter quelques amis ; vos enfans pourront ſe montrer ; & moi, qui ſuis votre ſerviteur, je croirai de bonne-foi que ce n'eſt point la néceſſité qui vous a porté à cette démarche, mais le cri de votre conſcience, qui s'eſt rappellée que vous vouliez être honnête en 1771.

Je ſuis, &c.